

de pensions, ou de l'élimination des disparités régionales. Nous tenons à le conserver. Nous avons également des politiques spéciales visant à protéger et à promouvoir nos industries culturelles, telles que l'édition, la radiodiffusion, le disque et le cinéma. Ces industries sont vulnérables dans un pays de faible population ayant une frontière commune avec un pays très peuplé, et nous faisons — et continuerons de faire — des efforts particuliers pour les préserver.

Ces particularités — notre caractère bilingue, nos programmes sociaux et notre culture — font partie intégrante de ce que nous, les Canadiens, considérons être notre identité unique. Elles font partie de ce qui fait de nous des Canadiens et ne constituent pas l'enjeu des négociations que nous tiendrons avec vous. Dans une allocution prononcée à l'Université de Chicago la semaine dernière, le premier ministre du Canada a très bien expliqué pourquoi elles ne sont pas négociables. « Le Canada et les États-Unis » a-t-il dit, « sont des démocraties souveraines distinctes. Aux États-Unis, vous donnez une place beaucoup plus grande que nous ne le faisons à la sécurité nationale. Au Canada, nous donnons une place plus grande que vous ne le faites à la souveraineté culturelle ».

Je suis profondément convaincu que les Américains qui comprennent le Canada — y compris les délégués commerciaux américains — connaissent et appuient nos préoccupations au sujet de notre souveraineté culturelle, et j'espère que cette compréhension aura une incidence à la table des négociations.

C'est pourquoi le Canada est prêt à engager des pourparlers quand vous le voudrez. L'équipe canadienne sera dirigée par notre ambassadeur pour le commerce qui vient d'être nommé pour ces négociations, M. Simon Reisman, un négociateur commercial éminent et expérimenté, qui a été sous-ministre des Finances.

Au cours des prochaines semaines, pendant que Washington mettra sur pied son équipe de négociateurs, nous tiendrons de vastes consultations avec les gouvernements des dix provinces canadiennes. Le Premier ministre et tous les premiers ministres provinciaux se sont rencontrés récemment à Halifax et ont convenu de collaborer très étroitement sur tous les aspects des négociations.

Cet accord traduit bien la spécificité de la fédération canadienne. Il ne restreint en aucune façon les prérogatives du gouvernement fédéral dans la conduite des négociations. Il vise à nous assurer que nos négociateurs sont tenus informés des intérêts provinciaux et que toutes les régions du Canada pourront bénéficier d'un éventuel accord commercial avec les États-Unis.

Nous sommes tous conscients de vivre dans un monde difficile et qui devient chaque jour plus compétitif; un monde que quelques années seulement séparent de la cinquième génération d'ordinateurs, la génération de l'intelligence artificielle.

[. . .] Pour nos deux pays, le défi consiste à être créatif plutôt qu'inflexible, et à se tourner vers l'extérieur plutôt que vers l'intérieur. Les Américains et les Canadiens ont la capacité exceptionnelle de créer la prospérité. Nous pouvons l'un et l'autre y parvenir seul, s'il le faut. Mais nous irons beaucoup plus loin et beaucoup plus vite en collaborant, dans un marché ouvert et prometteur.

---

S/C